

Région du golfe Persique: les Etats-Unis dans l'impasse

par Karin Leukefeld*



Karin Leukefeld
(Photo mad)

Il y a 60 jours, le 17 juin, les présidents de l'Iran et des Etats-Unis d'Amérique ont signé un «Memorandum of Understanding» (MoU), une déclaration d'intention visant à mettre fin à la guerre d'agression contre l'Iran que les Etats-Unis et Israël avaient déclenchée le 28 février 2026. Aujourd'hui, cet accord est «dans le coma», pour reprendre l'expression iranienne. Israël fait obstruction à tous les niveaux.

Rétrospective

L'attaque des Etats-Unis et d'Israël a eu lieu alors que l'Iran et les Etats-Unis menaient des négociations sous l'égide d'Oman, un Etat du Golfe. Deux jours avant cette attaque surprise, le 26 février, les délégations des deux pays s'étaient séparées à Genève pour se retrouver une semaine plus tard.

Le médiateur et ministre des Affaires étrangères d'Oman, *Badr bin Hamad Al Busaidi*, s'est rendu à Washington pour faire part, lors d'une réunion le 27 février, des résultats positifs de la rencontre de Genève au vice-président américain JD Vance.

Lorsque Al Busaidi est rentré à Oman dans la matinée du 28 février, des avions de combat israéliens et américains avaient déjà réduit en cendres le siège officiel et la résidence du chef suprême de l'Etat et de la religion, *Ali Khamenei*, et annoncé une «frappe de décapitation» contre l'Iran. Des missiles *Tomahawk* américains ont détruit une école primaire à Minab, dans le sud de l'Iran, tuant 168 écoliers ainsi que du personnel d'encadrement et des enseignants.



Ecole primaire détruite à Minab, débris de roquettes.
(Photo Al Jazeera)

L'Iran a riposté par des frappes défensives massives contre des bases militaires et des centres de renseignement américains et israéliens, ainsi que contre des infrastructures d'approvisionnement dans tous les pays arabes de la région. Les deux Etats ont imposé un black-out médiatique sur ces destructions, mais l'armée américaine a exhorté, sur ses sites web régionaux, son personnel présent dans toute la région à se mettre en sécurité dès les prochains vols disponibles. Les Etats arabes du Golfe étaient sous le choc. La promesse faite le 14 février 1945 par le président américain *Franklin D. Roosevelt* au roi saoudien *Abdulaziz Ibn Saud* – selon laquelle les Etats-Unis protégeraient les Etats du Golfe et auraient en contrepartie un accès permanent à leur pétrole – s'est révélée n'être que du vent.

Le 8 avril, le président *Trump* a accepté un cessez-le-feu. Le Pakistan, la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Egypte ont joué le rôle de médiateurs dans ce cessez-le-feu. Oman et le Qatar ont agi en coulisses. Malgré le cessez-le-feu et en violation de dispositions claires du droit international, Israël a intensifié ses attaques avec les forces armées israéliennes et ses troupes de colons en

* Karin Leukefeld a étudié l'ethnologie ainsi que les sciences de l'islam et les sciences politiques, et est libraire de formation. Elle a travaillé dans le domaine de l'organisation et des relations publiques, notamment au sein de la Fédération allemande des initiatives citoyennes pour la protection de l'environnement (BBU), au sein du parti des Verts (parti fédéral) et au Centre d'information sur le Salvador.

Elle a également été assistante personnelle d'un député du PDS au Bundestag (politique étrangère et aide humanitaire). Depuis 2000, elle travaille comme correspondante indépendante au Moyen-Orient pour divers médias germanophones en Autriche, en Suisse, en Allemagne et au Luxembourg. Elle est également l'auteur de plusieurs ouvrages relatant ses expériences dans les zones de guerre du Proche-Orient et du Moyen-Orient.

Cisjordanie occupée, dans la bande de Gaza palestinienne, au sud du Liban et en Syrie. Le détroit d'Ormuz, contrôlé par l'Iran et Oman – qui était ouvert à la navigation internationale jusqu'à l'attaque des Etats-Unis et d'Israël –, reste fermé jusqu'à nouvel ordre. L'approvisionnement du marché mondial en pétrole, en gaz liquéfié et en autres produits est perturbé.

La défaite manifeste subie lors de l'attaque contre l'Iran a dressé les anciens alliés les uns contre les autres. Trump s'apprête à affronter les élections de mi-mandat du 3 novembre. Les derniers sondages ne lui attribuent que 33% d'opinions favorables à sa politique.

Israël est le principal obstacle

Le président américain navigue entre, d'une part, ses propres partisans au Congrès et au sein du gouvernement et, d'autre part, les amis de *Netanyahou* à la Maison Blanche, qui exercent une grande influence sur Trump. Lundi [17 août], Trump a déclaré le «Memorandum of Understanding» caduc et a exhorté l'Iran à se rendre et à «hisser le drapeau blanc». Trump a menacé le sultanat d'Oman de frappes aériennes dévastatrices si le pays tentait d'exercer une influence sur le détroit d'Ormuz.

L'Iran et Oman sont les véritables pays riverains du détroit qui relie le golfe Persique à la mer d'Arabie. Les deux pays ont entre-temps négocié deux itinéraires de navigation à travers le détroit d'Ormuz et attendent une déclaration des Etats-Unis à ce sujet. Le président Trump a déclaré vouloir proclamer ce passage maritime comme faisant partie du territoire des Etats-Unis. En Iran, on réagit avec sérénité et on observe l'évolution de la situation régionale et internationale. En même temps, on se prépare à l'éventualité que les Etats-Unis et Israël relancent la guerre.

Lundi, le ministre iranien des Affaires étrangères, *Abbas Araghchi*, a accusé Israël d'avoir activement empêché la mise en œuvre du «Memorandum of Understanding». Israël est le principal obstacle à la conclusion d'un cessez-le-feu durable entre les Etats-Unis et l'Iran. «Le régime sioniste a été et reste le plus grand adversaire et obstacle à la mise en œuvre du protocole d'accord», a déclaré M. Araghchi. Israël a «déployé tous les efforts pour empêcher un tel accord et tout mis en œuvre pour le faire échouer».

Le président du Parlement iranien, *Mohammad-Bagher Ghalibaf*, est attendu ce mercredi



Camp de réfugiés palestiniens de Chatila, à Beyrouth.
(Photo Karin Leukefeld)

[19 août] à Bagdad pour des entretiens. Il sera accompagné d'une délégation de haut niveau. A l'ordre du jour des entretiens de Bagdad figurent le renforcement des relations bilatérales, la sécurité de la frontière commune, la coopération contre le terrorisme et l'élargissement de la coopération économique.

Syrie – Aucune aide promise n'est arrivée

La défaite des Etats-Unis et d'Israël dans la guerre contre l'Iran entraîne un net rééquilibrage des pouvoirs dans la région. Les Etats arabes du Golfe tentent de stabiliser leurs relations bilatérales et régionales. L'Irak cherche à renforcer sa coopération avec ses voisins directs, l'Iran et la Turquie.

Les dirigeants syriens s'attachent quant à eux à satisfaire les Etats qui ont aidé l'ancien chef d'*Al-Qaïda* en Syrie, *Al Jolani*, aujourd'hui connu sous le nom de «président par intérim» *Ahmed al Sharaa*, à accéder au pouvoir politique. Le nord du pays est en grande partie sous le contrôle de la Turquie, tandis que le sud est occupé et influencé par Israël. Des accords ont été conclus avec les «faiseurs de rois» européens concernant une multitude d'organisations non gouvernementales censées «aider le peuple syrien». Quant à l'ONU, qui, aux côtés du *Comité international de la Croix-Rouge* (CICR), a soutenu la population pendant les années de guerre, il ne lui reste plus qu'un rôle de figurant.

Avec l'Allemagne, qui avait accueilli un grand nombre de réfugiés syriens – et qui doit désormais les renvoyer –, il existe une étroite coopération juridique dans la poursuite du «gouvernement syrien violent et injuste» du «dictateur de longue date» Assad. De nombreuses condamnations à mort ont été prononcées ces dernières semaines.

L'ancien président syrien *Bachar al-Assad* et son frère *Maher* ont été condamnés à mort par

contumace, tandis que deux cousins, *Atef Najib* et *Wassim al-Assad*, ont été condamnés à mort en leur présence à Damas. Atef Najib et Wassim al-Assad ont fait l'objet de procès distincts et étaient tous deux présents dans la salle d'audience, vêtus de combinaisons de détenus rayées et enfermés dans une cage. Ils sont tous accusés de «meurtre avec préméditation, de torture et de crimes contre l'humanité». En ce qui concerne les condamnations par contumace prononcées à l'encontre de Bachar et Maher al-Assad, la preuve juridique doit encore être apportée.

Jusqu'à présent, les dirigeants de Jolani ont insisté sur l'extradition de Bachar al-Assad, qui a obtenu l'asile humanitaire en Russie avec sa famille. La Russie exclut toute extradition. Néanmoins, des négociations intensives auraient eu lieu ces derniers mois entre la Russie et les dirigeants de Jolani. Elles portaient notamment sur les deux bases militaires russes de Hmeimin (Lattakié) et du port de Tartous. La présence militaire russe en Syrie sera largement réduite; le matériel, et surtout les avions de combat, seront rapatriés en Russie, selon les termes de l'accord. En contrepartie, les deux parties se sont mises d'accord sur une coopération bilatérale en matière de formation militaire, selon les informations relayées par les médias. La Russie pourra en outre continuer à utiliser l'aéroport de Hmeimim pour approvisionner ses troupes en Afrique et poursuivre ses relations commerciales sur le continent africain.

La situation de la population civile n'est pratiquement pas évoquée dans les médias officiels syriens et internationaux. Des entretiens avec la population révèlent toutefois une grande insécurité, notamment en dehors de la capitale Damas. Sur le plateau du Golan syrien et dans les villages qui s'y trouvent, des raids et des bombardements israéliens ont lieu régulièrement. La capitale, Damas, est surveillée par des drones de reconnaissance israéliens, tout comme Beyrouth et les territoires palestiniens occupés et assiégés par Israël.

Des habitants de Damas font état de pénuries d'essence et d'eau dans la ville, d'un taux de chômage élevé et d'une hausse des prix. Un rapport de sécurité destiné aux milieux ecclésiastiques, publié régulièrement depuis de nombreuses années, indiquait il y a quelques jours qu'il y avait tant de rencontres entre des «représentants du gouvernement» syrien et des responsables



Maisons détruites à Kfar Kila, dans le sud du Liban. Sur l'affiche, on peut lire: «L'Amérique est la mère de toutes les guerres.» (Photo Karin Leukefeld)

d'autres pays ainsi que des délégations économiques, et que des protocoles d'accord étaient même signés, mais qu'il fallait se demander ce que la population y gagne. «Voyons-nous des résultats dans le domaine économique? En matière de reconstruction, de sécurité, de justice? Les revenus ont-ils augmenté, ne serait-ce qu'un peu? Les conditions de vie de la population se sont-elles améliorées? Y a-t-il de nouveaux emplois? La communauté internationale promet une aide à la reconstruction, mais on n'en voit aucun signe ici. On a promis des fonds, mais rien de concret n'en est ressorti!! Les sanctions ont-elles vraiment été levées?»

Liban – Destruction de villages entiers

Dans le sud du Liban, les attaques israéliennes se poursuivent quotidiennement. Israël fait fi d'un cessez-le-feu convenu et de prétendues négociations entre Israël, le Liban et les Etats-Unis. Rien que lundi, au moins dix bâtiments ont été pris pour cible par Israël dans les environs de Nabatieh, sur les collines d'Ali Taher ainsi qu'à Mansouri, non loin de la ville portuaire de Tyr. Sans relâche, les troupes israéliennes et les bulldozers poursuivent la destruction totale de villages le long de la ligne de cessez-le-feu libano-israélienne, la «Ligne bleue»; lundi, la destruction de maisons d'habitation à Majayoun et à Bint Jbeil a été signalée.

La mission intérimaire de l'ONU, la FINUL, a également indiqué lundi qu'Israël attaquait le Liban depuis deux semaines à raison de «137 projectiles par jour» en moyenne. Il s'agit là d'une forte augmentation», selon la FINUL. L'action d'Israël enfreint la *résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU* de 2006. En vertu de celle-ci, aucune force armée – à l'exception de la FINUL et de l'armée libanaise – n'est autorisée à se trouver entre la «ligne bleue» et le fleuve Litani.

Israël occupe aujourd'hui environ 20% du Liban et détruit systématiquement les infrastructures civiles, les habitations, les terres agricoles et les monuments historiques. Les troupes israéliennes incendient des forêts et utilisent également du phosphore blanc et des herbicides lors de leur avancée.

Crimes de guerre

Le ministre israélien de la Guerre, *Israel Katz*, s'est vanté dans une interview enregistrée fin juillet selon le «Times of Israel»: «Vingt-quatre villages libanais vieux de plusieurs siècles – nous avons détruit tous les bâtiments, non pas maison par maison, mais des villages entiers. Leur destruction est achevée. Il faut bien se rendre compte que dans ces 24 villages, entre 15 000 et 20 000 maisons ont été détruites.» «Ils ne reviendront pas», a-t-il déclaré en référence aux plus de 600 000 habitants du Sud-Liban chassés par Israël. «Ils ne reviendront pas, et savez-vous pourquoi? Parce qu'il n'ont nulle part où retourner.»

Cette déclaration fait écho à l'appel lancé par le ministre israélien de la Police, d'extrême droite, en faveur de l'assassinat d'un nombre encore plus important de Palestiniens dans la bande de Gaza. «Je pense qu'il faudrait procéder à des assassinats ciblés à Gaza, en éliminant chaque nuit 30 ou 40 personnes», a déclaré le président du parti *Ozma Jehudit* (Force juive) dans un podcast. Et cet homme de préciser qu'il ne faisait pas uniquement référence aux militants palestiniens représentant un danger immédiat, que dans la bande de Gaza, il y avait encore beaucoup de personnes qui ne méritaient pas de vivre.

Le fait de tuer intentionnellement des civils et de détruire intentionnellement des infrastructures civiles, notamment des écoles, des habitations, des cliniques et des cimetières, constitue un crime de guerre au regard du droit international humanitaire, de la *Convention de Genève* et de ses protocoles additionnels.

Source: <https://www.zlv.lu/db/1/1417183786505/0>,
19 août 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)